6 PAGES 5 CENTIMES

Fondé en 1893

L'Egalité
DE ROUBAIX TOURCOING

6 PAGES 5 CENTIMES

Fondé en 1893

Téléphones : A LILLE. N. 22.82 / N. 1.02 — A ROUBAIX N. 3.28 — A LENS . . N. 0.52

ABONNEMENTS — 3 mois / 6 mois / 1 an
Nord et Départements limitrophes. . . . . 4 fr. 50 / 9 fr. / 18 fr.
Autres Départements . . . . . 5 fr. 50 / 11 fr. / 22 fr.
Abonnements sont reçus sans frais dans tous les bureaux de poste.

NUMÉRO 5 CENTIMES

PUBLICITÉ
Les Annonces et Réclames sont reçues directement aux Bureaux du Journal et dans toutes les Agences de France et de l'Etranger.

Mardi 21 Mars 1911

LA VIE SYNDICALE
en Allemagne

Fischer, dans ses lettres sur la vie syndicale en Allemagne, étudie particulièrement deux « Centrales nationales », la Fédération des syndicats des travailleurs du bois et la Fédération nationale des métallurgistes.

Le Conseil de la Fédération du bois est installé au premier étage d'un somptueux hôtel, voisin de l'Hôtel-de-Ville de Berlin, avec tout le confort et le luxe modernes : ascenseurs, tableaux d'appels téléphoniques, vastes bureaux, coûteuses tables, coffres-forts, salles d'archives et d'expéditions, bibliothèque et archives, salon luxueux du conseil d'administration.

L'Union Centrale des Travailleurs du Bois a été constituée en 1865. Elle comprend aujourd'hui 16.000 adhérents, chiffre n'englobant pas les syndiqués qui ont leur Centrale particulière, tels les charpentiers qui eut, elle, adhéré à la Centrale du Bâtiment. A partir de 1890, la progression fut rapide : de 1.000 membres, l'effectif passait à 10.000 en 1892. On fête en 1906 l'inscription sur les contrôles du cent millième syndiqué. Le berceau de la Fédération avait été une modeste chambre à Stuttgart. Elle eut à lutter, à ses débuts, contre les statutaires qui voulaient l'union par branches de métier, ne comptant pas l'association des menuisiers, par exemple, et des vanniers, des charrons et des tonneliers-ouvreurs de parapluies.

La cotisation syndicale, qui fluctuait de 10 centimes par semaine, la moyenne de cotisations totales pendant cependant peu à peu les esprits s'éclairent, s'élève graduellement jusqu'à 25 centimes. C'est là le versement minimum : les syndicats étant en majorité à bases multiples, beaucoup ont majoré leur cotisation pour doter plus richement leurs caisses de chômage, de maladie, d'invalidité, de secours de tout ordre aux veuves et aux orphelins, aux victimes des représailles patronales, aux ouvriers obligés de s'expatrier.

Les syndicalistes allemands ont connu les critiques qui ont été reprises chez nous. Les ennemis des syndicats à bases multiples leur reprochaient de transformer en mutualités des organismes de combat : une succession de grandes grèves vint démontrer l'inanité de ce grief. On leur reprocha encore le surcroît de paperasserie : « mais loin de croire que le lourd bagage de la paperasserie qu'entraîne une administration compliquée puisse alourdir l'action syndicale, les camarades allemands estiment, au contraire, qu'elle donne à la cause syndicale des soldats plus libres, à la marche plus allègre, dégagés qu'ils sont de toutes les inquiétudes, de toute insécurité de l'existence du prolétaire moderne. »

La correspondance des syndicats locaux avec le Conseil central de la Fédération nationale est énorme mais simple. Chaque bureau syndical reçoit une collection de 80 formules imprimées qui prévoient tous les incidents de la vie ouvrière et automatiquement, pour ainsi dire, le Conseil Central peut intervenir chaque fois qu'un intérêt ouvrier est en cause. C'est l'action syndicale directe qui s'exerce systématiquement, soit qu'il s'agisse d'un abus patronal à dénoncer et à combattre, soit qu'il s'agisse de défendre un travailleur contre les agressions du malheur.

Le Conseil Central de la Fédération nationale du bois occupe 120 fonctionnaires : employés aux écritures, caissiers, bibliothécaires, staticiens, expéditeurs, attachés spéciaux au bureau de Berlin ; secrétaires permanents dans 20 régions, propagandistes et collaborateurs détachés à l'administration des syndicats locaux.

Le journal des « Travailleurs du bois » tire à 180.000 exemplaires par semaine et ce chiffre suffit à prouver l'intensité de la vie de l'organisation.

***

Une « Centrale » qui groupe 165.000 syndiqués nous apparaît déjà comme une grande puissance ; que dire alors de la « Centrale des Métallurgistes allemands associés » qui commande à plus de 500.000 ouvriers du fer ! Elle abrite ses services dans un immense bâtiment tout proche du palais du Reichstag : mais il n'y a là que quelques services généraux, le siège d'activité principale est à Stuttgart ; à Berlin, l'immeuble renferme les bureaux de la section berlinoise qui compte 80.000 syndiqués.

La Fédération centrale comprend toutes les branches de l'industrie métallurgique allemande, à l'exception des chaudronniers et des machinistes. Elle fut fondée en 1891, et enregistrait alors 12.000 membres pour tout l'Empire : les hommes payaient une cotisation hebdomadaire de 10 centimes et les femmes de 6 centimes. Dès ce moment, les dirigeants luttèrent pour la centralisation de toutes les branches et pour les fortes cotisations.

Leurs adversaires prétendaient qu'avec les faibles cotisations on pouvait espérer grouper l'unanimité des travailleurs des métiers. Mais on leur répondait : à quoi servirait d'avoir la grande masse, si ses éléments débiles et sans réserves doivent être mis hors de combat dès le premier choc ? La cotisation forte, en permettant la constitution d'un puissant trésor de guerre, donne confiance à l'ouvrier et permet, du reste, une résistance efficace.

« Les événements, dit Fischer, leur donnèrent raison ; chaque fois que la Centrale augmenta ses cotisations, le nombre de ses adhérents augmenta également. En dix ans, de 1891 à 1901, le chiffre des syndiqués passa de 13.000 à 100.000 ; dix ans après, en fin 1910, l'Union comptait 162.000 cotisants ; au congrès prochain, qui se tiendra à Manheim au mois de juin, de grandes festivités auront lieu pour célébrer l'inscription du cinq cent millième syndiqué !

L'« Ouvrier métallurgiste », l'organe hebdomadaire de la Centrale, tire à 480.000 exemplaires. Pour suffire à cet énorme tirage, elle a installé deux imprimeries modèles, une à Berlin et l'autre à Stuttgart.

L'Union dirige 150 sections locales : L'Empire est divisé en 11 districts ayant chacun un directeur de propagande et un Comité régional.

***

Fischer nous montre encore comment fonctionne une section locale, il prend pour exemple la section métallurgique de Berlin. Elle fut constituée en 1891 par 20 ouvriers qui adhérèrent immédiatement à la « Centrale », malgré les calomnies des révolutionnaires. En 1897, elle groupait 5.000 adhérents, ils étaient 7.000 en 1898 et 13.000 l'année suivante. Ils sont aujourd'hui 79.800, parmi lesquels 7.187 femmes, soit 80 % de la population métallurgique totale de la capitale.

Qu'ils en 1906 on institua un secrétariat permanent attribué à l'un des vingt-trois protestataires de la « Centrale ». Elle compte 35 ans aujourd'hui, et on constate seulement que 30 hommes sont en activité dans ses bureaux, les autres étant morts ou retraités. Ils sont 2.000 et il en existe un pour environ mille adhérents. Ils sont pourvus d'un mandat qui règle l'intervention du syndicat dans leur vie, qui peut atteindre toutes les sphères de leur dignité, sa santé, sa vie entière.

Si dans n'importe quel atelier, grand ou petit, une retenue de 10 centimes est fait injustement, automatiquement la direction centrale se trouve avertie, le déclanchement se produit et l'énorme machine se met en mouvement avec la puissance d'une grue géante que manœuvre la pression d'un bouton électrique.

Ces hommes de confiance sont réunis en assemblée plénière tous les mois ; l'assemblée générale de 11 mois a lieu tous les trois mois et exceptionnellement dans une vingtaine des plus vastes salles de Berlin.

La cotisation des hommes est de 25 centimes par semaine et de 15 centimes et 12 centimes et demi pour les femmes, les femmes qui ont 21 centimes et 6 centimes et les adultes qui sont 4.000 versent 12 centimes par semaine.

Voilà le secret de la force du syndicalisme allemand : une centrale bien pourvue, le respect religieux de la discipline ; des syndicats qui englobent la presque totalité des ouvriers de chaque industrie de fortes cotisations et un trésor de guerre considérable avec — toujours multiples — des caisses de secours abondamment fournies.

G. DESMONS.

CHOSES ET AUTRES

Les bons comptes

Le cas de Philippo, surnommé l'assassin des boulangères, montre bien que notre magistrature est scrupuleuse et vigilante.

Philippo est traduit une première fois en cour d'assises. Le jury ne lui découvre pas d'excuse. Peine de mort. Fort bien. Mais Philippo avait un autre crime sur la conscience, un crime commis trois mois avant celui pour lequel il venait d'être jugé. Un autre jury fut convoqué ; il y eut un autre interrogatoire, d'autres témoignages, un autre verdict, d'ailleurs impitoyable comme le premier. L'avocat de Philippo prit aussitôt la parole :

— Messieurs, déclara-t-il, notre assassinat a précédé un autre assassinat pour lequel nous avons été condamné à mort. Vous ne pouvez pas nous appliquer une peine plus grave, et nous prétendons que la peine que nous avons déjà encourue « purge » le crime dont nous avons à répondre ici.

Tant de logique impressionna la cour qui se borna à condamner Philippo aux dépens. Mais la Cour de cassation vient de proclamer qu'elle n'y trouvait pas son compte.

— Le second jury, argumente-t-elle, a répondu oui aux questions qui lui étaient posées. Il n'a pas découvert de circonstances atténuantes. La cour devait prononcer la peine de mort. Elle ne l'a pas fait. C'est à recommencer. Toutefois, le verdict reste acquis. La cour d'assises devant laquelle Philippo sera renvoyé devra se borner à statuer sur l'application de la peine et à déclarer que les deux peines se confondront. Grâce à quoi, l'assassin des boulangères sera en règle avec ce qu'on est convenu d'appeler la vindicte publique.

On ne voit pas, d'ailleurs, qu'il puisse y perdre quelque chose. S'il doit être exécuté, la formalité à laquelle l'oblige la cour suprême lui assure un petit délai de deux ou trois mois, ce qui n'est pas à dédaigner. Quant au reste, comme on ne peut perdre la tête qu'une fois, Philippo serait vraiment mal venu à réclamer contre la Cour de cassation, qui veut que ses deux peines se confondent. C'est tout au plus s'il aura le droit de dire que la justice en France est parfois un peu trop formaliste.

Encore la justice pourra-t-elle lui répondre que si l'arrêt de la deuxième cour d'assises avait été maintenu, il aurait semblé que l'une des deux boulangères n'était pas vengée et qu'il était convenable qu'elle le fût au moins dans la fiction, car c'est après l'intérêt, la fiction qui est la maîtresse du monde.

GRIFF.

UNE HORREUR SANS NOM

Abominable supplice infligé aux marins brésiliens mutinés et amnistiés.

Le journal les « Temps nouveaux » publie un article qui nous apporte le récit de l'abominable exécution des marins brésiliens, qui furent, paraît-il, torturés et exécutés dans des conditions d'une indicible horreur, malgré l'amnistie votée par le Parlement de Rio-de-Janeiro.

On se souvient qu'il y a quelques jours, après l'amnistie, proclamée le 7 janvier 1911, à la suite de la mutinerie des marins de la flotte, des dépêches annoncèrent que la moitié des révoltés avaient été asphyxiés dans les geôles de la prison de l'île de Cobras, tandis que quatre moururent d'insolation sur la grand'route où ils travaillaient.

Les « Temps nouveaux » résument pour les lecteurs européens un récit paru le 14 janvier dans le « Correio da Manha » (Brésil), dont l'ineffable horreur dépasse les crimes épouvantables des Espagnols aux Philippines et les atrocités commises en Russie sur l'instigation de l'ignoble Stolypine.

Voici le passage essentiel de la funèbre narration :

« Le supplice appliqué aux marins qui sont morts à l'île des Cobras excède tout ce que la fantaisie peut imaginer en cruauté.

» Les « solitarias » sont de toutes petites cellules destinées à recevoir un seul détenu. Ses dimensions sont tellement exigues que le malheureux prisonnier n'a même pas l'espace pour se coucher de toute la longueur de son corps ! Dans la partie inférieure de la porte d'entrée, il y a un petit grillage juste pour laisser passer un peu d'air. En plein jour, dans l'intérieur des « solitarias », l'obscurité est complète.

» Eh bien ! ce sont dans ceux de ces cellules qu'ont été mis douze et quatorze détenus ! Les derniers arrivés furent comprimés jusqu'à ce que la porte fut fermée, celle-ci se trouvant de la sorte transformée en instrument de supplice !

» Les malheureux, empilés les uns contre les autres, dans l'impossibilité de se mouvoir, ont bientôt senti l'horreur de la situation.

» Alors ils comprirent que c'était là une nouvelle forme d'assassinat qui leur avait été appliquée.

» Il était à peu près huit heures du soir quand, de l'intérieur des « solitarias », sortirent des « prisonniers » qui ne ressemblaient guère à des hommes, tant ils étaient pâles. Ils ne pouvaient plus se tenir debout, ils ne pouvaient plus marcher, ils ne pouvaient plus parler. Ils ne pouvaient plus que pousser des cris de douleur et d'angoisse.

» — Pour notre drapeau, que nous avons servi toujours avec loyauté, ayez pitié de nous, monsieur le commandant ! Pour votre bonheur ! pour le bonheur de ceux que vous aimez, ayez pitié de nous !

» Et les clameurs continuaient, humbles et suppliantes, venant d'infortunés voyant, avec épouvante, arriver leur dernière heure, au milieu d'un supplice infernal.

» Plus tard, aux suppliques inutiles, se substituèrent des malédictions violentes, les cris de révolte, les explosions de colère.

» — Lâches ! Vous avez fait lorsque nous avons les canons et défendons nos droits. Vous nous avez accordé l'amnistie afin de plus aisément nous tuer !

» Un officier de service, qui avait tout entendu, s'adressa au commandant marquis de Rocha et lui a exposé l'affreuse situation où se trouvaient les malheureux marins et il a obtenu cette réponse :

» — Laissez les choses comme elles sont. N'ouvrez pas les portes des « solitarias » !

» Vers minuit, les cris cessèrent. L'ambiance empoisonnée des « solitarias » avait commencé son œuvre.

» Lorsque, vers huit heures du matin, on ouvrit les portes des cellules, les cadavres tombaient par terre.

» Ils sont morts asphyxiés, ces malheureux qui avaient obtenu du Congrès (Parlement) une amnistie complète.

» Joao Candido et quelques autres n'étaient pas encore morts. Ils ont été retirés des « solitarias » et difficilement sauvés. »

Nous espérons encore qu'un démenti net, catégorique et étayé de preuves irrécusables viendra.

S'il n'en était pas ainsi, le gouvernement brésilien sera mis au ban de l'humanité, et il faudra demander des comptes aux tigres à face humaine, capables de perpétrer d'aussi abominables assassinats.

CHRONIQUE

CITRONNET

Citronnet était le plus célèbre de sa famille. On ne voyait d'ailleurs jamais son père, un vague bûcheron. Quelquefois, sa mère traversait le village avec une charge de bois mort. Mais, dans la Grande-Rue, qui était la grand'route, on connaissait bien Citronnet.

Citronnet était âgé d'une dizaine d'années. On ne savait pas s'il était jamais allé à l'école. Il passait à travers toutes les lois sur l'enseignement. Je crois qu'on ne pouvait dire au juste à quelle commune il appartenait, et que personne n'élucidait ce problème, moins intéressant sans doute pour l'histoire que celui du véritable berceau d'Homère.

D'ailleurs, on sentait obscurément qu'il ne fallait pas arracher Citronnet à ses fonctions. Dans le village où tous les hommes, toutes les femmes, tous les gosses travaillaient, soit aux champs, soit dans des usines proches, Citronnet était « le badaud ». Il était l'emblème haï et jalousé de l'oisiveté éternelle.

Il passait pour un mauvais sujet, qui n'avait peur de rien. La vérité est qu'il avait peur de tout. Mais, dans le désœuvrement où il vivait, il était poussé tout à coup par les lubies. Si l'idée lui venait de faire une blague à une poule, d'isoler tout à coup un poussin égaré, ou bien de taquiner un veau attaché devant l'auberge, rien ne pouvait arrêter en lui ce besoin impérieux de faire quelque chose. N'étant pas satisfait par une vie inoccupée, ce besoin d'agir se manifestait par des actions irrégulières qui indignaient les habitants. Aussi, le jeune Citronnet vivait-il un peu comme un paria. On lui parlait de côté. On ricanait parfois en le voyant, et l'air apeuré et doux qu'il avait pour regarder le monde le faisait considérer comme l'individu le plus dissimulé du département, d'un machiavélisme peut-être sans but, mais évident.

Les autos qui s'arrêtaient chez l'épicier pour prendre de l'essence avaient tout de suite la clientèle de Citronnet, qui restait cependant à une certaine distance des pneus. Car il savait bien que si, par malheur, un des boudins s'était dégonflé, il n'y aurait eu qu'une voix pour accuser la malveillance...

Citronnet n'avait jamais été en auto, même pendant trente mètres. Il aurait bien voulu s'accrocher un jour derrière une voiture pour aller jusqu'à la sortie du village. Mais il était trop surveillé par le marchand d'essence, par la dame du tabac, par la forge, par tout le monde.

Or, un jour, une auto grise à deux places s'arrêta pour faire de l'essence. Elle avait un énorme capot à l'avant, et derrière les baquets un arrière en biseau. Le chauffeur, pour conduire, était presque couché sur le dos... Une fois qu'elle eût pris son essence, il y eut un peu de coton pour la mise en marche, si bien que l'épicier, qui avait affaire, rentra dans sa boutique. Comme il faisait très chaud, la dame du tabac, à l'inverse du capucin du baromètre, restait à l'intérieur de sa maison. La forge ne marchait pas... La route était libre... Les deux chauffeurs avaient pris place dans la voiture...

Citronnet s'installa sournoisement à l'arrière. La voiture démarra... Dès le début, Citronnet comprit que ça marcherait trop vite. Il eut l'idée de descendre à l'instant même... Mais ça allait trop vite déjà. Aux dernières maisons du village, l'auto filait à pleine allure. Citronnet, accroché tant bien que mal, fermait et ouvrait les yeux, ne sachant s'il avait plus peur de ce qu'il voyait ou de ce qu'il ne voyait pas.

Au bout d'un instant, il se risqua à regarder devant lui. La route montait, droite comme un mur. Il eut l'espoir de voir ralentir la voiture, mais la voiture ne ralentit pas... Au haut de la côte, on aperçut un petit village... C'était fini. On ne s'arrêterait plus qu'au bout du monde.

Quelles réflexions se faisait Citronnet ? Il ne savait pas. Ça marchait trop vite. Il se disait confusément qu'il allait se trouver très loin, dans un pays inconnu, et sans aucune espèce de ressource. En effet, le petit sou que, la veille, il avait reçu d'un autre chauffeur, à qui il était allé chercher du tabac, ce sou unique avait été dilapidé le matin même en un achat de boules de gomme.

On passait au milieu d'un paysage magnifique. Mais, comme tout bon buveur d'air, Citronnet semblait dédaigner le paysage. On entra dans une forêt assez fraîche, sur une maudite route roulante, où l'allure de la voiture s'accrut encore.

Puis la forêt s'éclaircit peu à peu et fit place à une plaine qui n'était pas sans grandeur. La route, toute plate, filait entre des champs verts plats. Citronnet se demandait dans quel pays on se trouvait, si c'était encore le France ou l'Europe.

Puis, brusquement, après une embardée, la voiture s'arrêta. Et un des deux messieurs à lunettes, qui ne mâchait pas ses expressions, lança une expression toute crue... Citronnet avait sauté à terre et se tenait sur le bord du chemin... C'est alors qu'un des chauffeurs l'aperçut, le regarda avec stupéfaction et lui demanda d'où il était sorti. Ce chauffeur était bien sûr d'avoir vu la route déserte rien qu'un instant auparavant. Et Citronnet semblait avoir jailli du sol poudreux, telle Astarté de l'onde amère.

Tout en le réquisitionnant pour aider au démontage du pneu, les deux chauffeurs, soupçonneux, continuèrent à interroger leur compagnon imprévu. Ils finirent par en avoir le cœur net et par savoir qu'ils l'avaient ramassé quelque part...

Mais où donc ? Ils ne s'étaient pas arrêtés depuis près de cent kilomètres. Ils regardèrent sur leur carte et nommèrent la patrie de Citronnet. Le jeune déraciné avoua qu'il était en effet originaire de ce pays lointain, et les chauffeurs, ne sachant que penser, l'examinèrent.

Je voudrais bien dire qu'ils l'emmenèrent à Paris, l'attachèrent à leur maison, que Citronnet grandit à leur service et qu'il finit par épouser la fille de l'un d'eux, belle et riche héritière. La vérité est qu'ils se bornèrent à le mettre en chemin de fer, dans un compartiment de troisième classe... C'était aussi un des rêves de Citronnet d'aller en chemin de fer. Mais ce bonheur lui arrivait trop subitement. Il n'en jouit pas autant qu'il aurait dû.

Quelques-uns de ses concitoyens furent un peu étonnés quand il débarqua à la gare du pays.

On lui demanda : « D'où c'est-il qu'tu viens ?... Là-v'où qu'tu t'es en allé ?... » Citronnet n'était pas loquace. Il murmura quelques rauques explications, et cette aventure fut loin de modifier dans un sens favorable sa réputation locale.

TRISTAN BERNARD.

LES APAISÉS

Le tribunal correctionnel de Mirecourt a prononcé une condamnation contre le curé de Dombasle qui, à propos d'un manuel d'histoire, avait prononcé en chaire les paroles suivantes :

« Les enfants qui ne se servent pas du manuel condamné feront leur première Communion le jour de Pâques avec solennité ; ceux qui s'en serviront, les feront un autre dimanche, sans cérémonies. »

Cette manœuvre est peut-être d'une politique savante, elle ne décèle pas une foi très ardente.

Car enfin, il est bien ou mal de se servir du manuel condamné. Si c'est bien, il n'y a pas de raison pour établir une distinction entre les enfants qui s'en servent et ceux qui ne s'en servent pas. Si le desservant de Dombasle a la conviction que c'est vraiment mal, que ne prive-t-il radicalement de la communion les enfants qui persistent dans le péché ?

Le plus ou moins de cérémonies ne fait rien à la chose et c'est tout de même, en théorie, le corps du Christ qui est en jeu, avec ou sans pompes joyeuses.

ECHOS

La production houillère du Royaume-Uni

Une intéressante statistique publiée par le ministère de l'intérieur nous apprend que l'an dernier, il a été extrait des houillères britanniques, 264.000.000 tonnes de charbon de terre, ce qui est une augmentation de 500.000 tonnes sur l'année antérieure. Ces mines de charbon donnent du travail à 1.049.000 personnes, ou 35.000 de plus qu'auparavant.

L'Election Sénatoriale
& LE PARTI

Les chiffres du scrutin sénatorial de dimanche sont des plus intéressants et donnent sur la situation respective des partis les indications les plus suggestives.

C'est d'abord l'énorme accroissement des suffrages socialistes. Ceux-ci s'élevaient, en 1906, à 160 environ. Ils atteignent hier le chiffre de 283, ou plus exactement de 300 : car il y eut 17 bulletins de « A bas le Sénat » émanant de délégués socialistes connus.

C'est près du double, d'une élection municipale à l'autre, quoique les grandes mairies de Lille et de Roubaix n'aient pas été reprises.

La vérité, c'est que dans un grand nombre de communes, les municipalités ont dû faire une place dans le Conseil municipal à l'élément socialiste qui a réclamé sa part de délégation sénatoriale. Et ces parts additionnées sont venues s'adjoindre aux délégations des municipalités conquises en majorité par les socialistes.

C'est ensuite l'effondrement relatif du parti progressiste. Nous disons « relatif », parce qu'en fait ce parti qui, aux élections de 1906, obtenait en moyenne 475 voix et qui est tombé hier à 150, n'a pas subi toute la perte que semblent indiquer les chiffres de scrutin.

Les électeurs qui paraissent lui manquer n'ont pas disparu ; mais ils se sont déplacés au premier tour, dédaignant la candidature Brackers d'Hugo pour aller de suite à celle de Lepez.

Cette dernière avait tout ce qu'il fallait pour leur plaire.

Le parti progressiste, en effet, est avant tout, un parti de réaction sociale.

Il n'a pas de principes religieux comme les libéraux, et il peut accueillir les protestants comme Seydoux et les parpaillots comme Motte aussi bien que les croyants du catholicisme.

Sa caractéristique c'est la peur du socialisme : sa raison d'être, c'est la défense du coffre-fort ; sainte Guiotte est son patron.

Lepez qui, franc-maçon, sut en 1910 faire voter pour le huguenot Davaine les électeurs du papal Thellier de Poncheville, devait apparaître aux progressistes comme l'incarnation d'un tombeur du socialisme.

Aussi trois cents suffrages progressistes sont allés de suite à Lepez qui représentait si bien — et avec plus de chances de succès — la nuance de Brackers d'Hugo, que ce dernier n'a pas hésité à se désister pour lui au second tour de scrutin.

La preuve de ce que nous avançons, c'est qu'après la fuite de Lepez au second tour, 322 de ses électeurs sont partis à Ghestem qui représentait seul à ce moment les très saines idées de conservation sociale chéries des progressistes.

Il n'en est pas moins vrai que les suffrages progressistes se sont éparpillés un peu partout, sans tenir aucun compte des indications des chefs : et même lorsque Brakers d'Hugo indiqua à ses 150 fidèles que le devoir était d'aller à Lepez, il ne fut écouté et suivi que par un tiers d'entre eux.

C'est plutôt désolant : et ce pauvre parti progressiste dont la « Dépêche » disait, la méchante ! qu'il pouvait tenir sur un canapé, pourrait peut-être maintenant se contenter d'un tabouret.

Il faut dire, à la décharge des soldats de ce parti, qu'ils sont conduits par des chefs tels qu'on comprend qu'ils leur refusent obéissance.

Sait-on quelle fut la grande préoccupation du maire de Roubaix pendant ces quelques jours ? d'avoir une attitude qui ne fut pas un empêchement à la visite de M. Fallières à l'Exposition de Roubaix.

Quant au maire de Lille, son grand souci était d'avoir la certitude qu'un ministre viendrait à l'inauguration du Grand Théâtre en mars 1912, lui apporter, avec la croix, un peu de prestige républicain pour les élections municipales du mois suivant.

On pense si le Préfet a joué de ces considérations, non seulement avant l'élection, mais encore dans l'entretien qu'il eut avec les deux maires entre deux tours de scrutin : et on n'est pas surpris si, dans ces conditions, le candidat cher à la Préfecture et aux sénateurs recueillit plus de voix progressistes que le candidat progressiste lui-même.

Du côté des libéraux — c'est-à-dire de ceux qui réclament la liberté quand ils ne sont plus en état de la refuser aux autres — du côté des réactionnaires, en un mot, la situation est restée à peu près la même.

Leur candidat Ghestem obtint 774 suffrages, chiffre qui, à une vingtaine près, correspond au nombre de voix obtenues par les libéraux en 1906.

Ce qui surprend, c'est que l'incommensurable aveuglement des dirigeants libéraux du Nord n'ait pas abouti à une importante diminution des troupes libérales.

En effet, ces gens qui — on ne peut le contester — représentent quelque chose ; qui ont, en matière politique et philosophique, des principes diamétralement opposés aux nôtres, mais qui enfin ont tout de même des principes, ces gens ont la manie de mettre leurs troupes à la disposition des progressistes qui n'ont d'autre principe que d'utiliser les forces libérales pour se hisser le plus près possible des avantages du pouvoir.

Ainsi les progressistes qui, ni à Roubaix, ni à Lille, ne récolteraient le cinquième des voix nécessaires pour entrer dans les municipalités, occupent en maîtres, grâce aux suffrages libéraux, les deux hôtels de ville.

Ainsi, en 1904, le libéral qui avait obtenu 753 voix se désistait pour le progressiste Chatelleyn — qui n'en avait que 492, — et l'envoyait au Sénat.

A ces procédés de désintéressement sénile, les progressistes répondent en offrant à Lepez les 150 suffrages de leur Brackers d'Hugo, et se résignent seulement à retourner au candidat libéral lorsqu'ils ne peuvent plus faire autrement.

Qu'on se rassure ! le Christ ayant recommandé d'offrir la joue droite à qui a souffleté la gauche, la leçon de dimanche n'empêchera pas les libéraux de travailler en 1912 au succès municipal de Brackers d'Hugo et des siens ; et ainsi, comme dit à peu près la Sainte Ecriture, il sera toujours plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'à un maire libéral de présider en Palais Rihour.

Le total des voix réunies au premier tour par les candidats de gauche — en comptant M. Lepez parmi ceux-ci — cause au premier abord une véritable stupéfaction.

Les 602 voix de Debierre ajoutées aux 283 de Delory et aux 665 de Lepez donnent un total de 1550 suffrages de gauche, alors que jamais, dans une élection où tous les partis avaient des candidats, le total moyen n'avait atteint 1300 voix.

C'était trop beau.

Nous avons démontré tantôt que le total était faussé par l'appoint progressiste apporté à Lepez, et qui retourna à son vomissement réactionnaire, sur le nom de Ghestem, quand le lui eut dégorgé.

En somme, le total des voix vraiment républicaines, c'est celui qui s'est formé au troisième tour sur le nom de Debierre, soit 1215 voix auxquelles on pourrait, à la rigueur, ajouter une cinquantaine de suffrages provenant de Valenciennes, qui ont cru défendre jusqu'au bout leur arrondissement en s'entêtant sur le nom de Lepez.

Mettons donc 1250 suffrages républicains.

Eh bien, le vote intéressant de la journée au point de vue de l'avenir, c'est qu'un quart de ces 1250 voix appartient aux socialistes et deux autres quarts aux radicaux-socialistes.

De telle sorte que, par soixante-quinze pour cent de ses suffrages, le corps électoral sénatorial — qui ne passe pas pour un collège électoral irréfléchi — a condamné la politique soporifique représentée par le Congrès, dit républicain, qui fit choix de Lepez, et dont il faut sans doute saluer le souvenir comme étant celui d'une race définitivement disparue.

Disparue aussi, espérons-le, l'atmosphère d'anesthésie générale répandue par l'influence du préfet du Nord sur la politique du département.

« Encore le Préfet, c'est une marotte ! » s'écriera encore notre plus grand commun radoteur.

Allons donc ! qu'on examine par exemple si, sous l'influence morbide des suggestions préfectorales, les présidents successifs du Conseil général n'ont pas senti s'émousser, avec l'esprit d'indépendance qui les avait fait choisir, la foi républicaine qui les animait antérieurement.

Bersez ! hier il votait pour Lepez, et sur les quatorze délégués du Conseil municipal de Cambrai dont il est le maire, douze votaient au même moment pour Debierre.

Van Cauwenberghe ! seul des délégués de son Conseil municipal, il donna hier à Lepez un bulletin que les autres réservèrent à Debierre.

En vérité, la journée du 19 mars, c'est quelque chose comme un bouleversement de l'Olympe.

Les dieux sont fichus !

Les sénateurs du Nord feront bien d'y réfléchir.

Ils ont brillé hier, si nous osons dire, par leur obscurité, et leur disparition unanime avant la fin de la journée indique assez qu'ils ne se sont pas classés parmi les vainqueurs.

Avec la représentation proportionnelle, entre parti de gauche il leur faudra donner, au renouvellement général de 1915, deux sièges aux socialistes et quatre aux radicaux-socialistes, — sans supposer de nouveaux progrès.

Il leur reste pour l'instant deux sièges à se partager, à moins que ceux d'entre eux, dont les convictions ont gardé quelque vigueur, sachent échapper aux avant-dernières effluves du chloroforme préfectoral.

Et maintenant que nous avons passé en revue la situation respective des partis, nous demandons à tous, sans exception, s'il ne serait pas déplorable que les élections générales se fassent, là aussi, avec un mode de